

20260904 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/73496/hubs-retour--5-pays-europeens-prets-a-envoyer-dans-des-pays-tiers-des-migrants-deboutes-de-lasile-des-2027>

Actualités



De gauche à droite : le ministre danois de l'Immigration et de l'Intégration, le ministre néerlandais de l'Asile et de la Migration, le ministre allemand de l'Intérieur, le ministre autrichien de l'Intérieur et le ministre grec de l'Asile et de la Migration à Copenhague (Danemark), le vendredi 4 septembre 2026. Crédit : Reuters

"Hubs retour" : 5 pays européens prêts à envoyer dans des pays tiers des migrants déboutés de l'asile dès 2027

Par [La rédaction](#)

Le Danemark, la Grèce, l'Autriche, l'Allemagne et les Pays-bas ont annoncé vendredi lors d'une réunion à Copenhague qu'un accord avec un pays tiers en dehors de l'Union européenne devrait être signé début 2027 pour la création d'un "hub retour". Aucun État n'a été mentionné mais le Rwanda est déjà évoqué comme possible pays pour y envoyer des migrants déboutés de l'asile en Europe.

C'est un pas de plus vers l'expulsion hors Union européenne (UE) des demandeurs d'asile déboutés. Le Danemark, la Grèce, l'Autriche, l'Allemagne et les Pays-bas ont annoncé, vendredi 4 septembre, lors d'une réunion à Copenhague leur intention de négocier un accord avec un pays tiers en dehors de l'UE autour du 1er janvier 2027 pour y envoyer des migrants déboutés de l'asile.

"Vers le Nouvel An, nous espérons être parvenus à un accord de principe avec un pays partenaire situé en dehors de l'Union européenne" pour l'installation d'un "hub de retour", a déclaré le ministre danois des Migrations Morten Bødskov, dont le pays est prêt à renvoyer des migrants déboutés dès l'année prochaine.

"C'est une étape importante sur la voie d'un système d'asile et de migration plus efficace", avait-il affirmé dans un communiqué publié quelques heures avant la réunion.

A lire aussi

[Expulsions hors de l'Union européenne : le "Règlement retour", incluant les "hubs retour", adopté](#)

Le Parlement européen a approuvé en juin un règlement sur les retours de migrants déboutés du droit d'asile, incluant la possibilité pour ses pays membres de conclure des accords afin d'installer des centres de rétention hors des frontières de l'Union.

Le Rwanda évoqué comme pays de renvoi

Aucune mention du pays pressenti n'a été faite pendant la conférence de presse organisée vendredi dans la capitale danoise. À son arrivée à la réunion, le ministre grec des Migrations et de l'Asile, Thanos Plevris, a indiqué que "des discussions ont déjà eu lieu avec différents pays hors UE, qui en sont à un stade avancé", sans plus de précisions. "L'objectif du programme est qu'en 2027, le centre de retours soit mis en service dans un pays en dehors de l'Union européenne", a-t-il ajouté.

Pour l'instant, l'Ouganda et surtout le Rwanda sont considérés comme des destinations possibles. Le gouvernement rwandais a affirmé en août que [des "discussions préliminaires"](#) étaient en cours avec des États européens pour que le pays serve de lieu de transit à des migrants expulsés d'Europe.

A lire aussi

[Emmanuel Macron juge les "hubs retour" pour migrants "ni efficaces", ni conformes aux valeurs de l'Union européenne](#)

Depuis plusieurs années, le Rwanda dispose [du centre de transit de Gashora](#). Il accueille les migrants évacués de Libye dans le cadre d'un programme onusien appelé "Mécanisme de transit d'urgence" (ETM). Mis en place par le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) en 2019, ce programme vise à évacuer les publics vulnérables des centres de détention libyens, de les installer dans le centre rwandais, puis de les transférer dans un pays occidental – où leur dossier d'asile est accepté.

Ce n'est pas la première fois que Kigali se prépare à accueillir potentiellement des migrants expulsés d'Europe. Un accord d'externalisation de l'asile avait déjà été conclu entre le pays africain et le Royaume-Uni en 2022. Mais face à de nombreuses contestations judiciaires, il avait rapidement tourné au fiasco puis avait été abandonné par le gouvernement de Keir Starmer.

Critiques

Les choses pourraient être bien différentes aujourd'hui avec la mise en place du "règlement retour" qui légalise ces renvois dans des pays tiers. Destiné à accélérer les expulsions, ce plan suscite des inquiétudes de défenseurs des droits humains.

A lire aussi

[La nouvelle politique migratoire européenne s'inspire des plus controversées du genre](#)

Le Conseil de l'Europe, une institution qui ne fait pas partie de l'UE et qui promeut les droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit sur l'ensemble du continent, a déclaré en juillet que les centres de retour et autres dispositifs de ce type présentaient des "risques considérables en matière de droits de l'Homme".

Vendredi, quelques heures avant la réunion des cinq ministres européens, le Picum (Plateforme pour la coopération internationale sur les sans-papiers) a réitéré ses critiques. "Envoyer des personnes dans des centres d'expulsion situés hors de l'UE revient à arracher des enfants, des adultes et des familles à la vie qu'ils ont bâtie en Europe, pour les soumettre à une détention prolongée dans des lieux qui leur sont inconnus. Dans ces endroits, il sera difficile, voire impossible, de surveiller sérieusement ce qui s'y passe – et encore plus d'empêcher d'éventuels transferts en chaîne vers des pays où ces personnes pourraient être exposées à la violence ou à la mort", a déploré Michèle LeVoy, directrice de cette coalition d'ONG.